

Communiqué de presse

Paris, le 1<sup>er</sup> juin 2018

## Grand âge et Autonomie

### M<sup>me</sup> Buzyn présente sa feuille de déroute !

Le 30 mai 2018, M<sup>me</sup> Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, a présenté ce qu'elle appelle sa « feuille de route pour les personnes âgées » en clôture de la journée de travail menée conjointement par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et l'Assemblée des Départements de France (ADF).

M<sup>me</sup> Buzyn nous a déjà montré à plusieurs reprises qu'elle sait parfaitement communiquer sur une multitude de sujets portant sur les domaines de la santé. Cette fois encore, elle a su faire preuve de « détermination », de « pugnacité », « d'empathie » pour les personnes, mais ceci débouche sur des décisions concrètes qui sont à mille lieues de répondre aux demandes des malades et des familles, des usagers, des personnels et des professionnels des services de l'aide à l'autonomie, à domicile comme en établissements. Le « en même temps » du gouvernement atteint très rapidement ses limites : il est très difficile de faire en même temps des cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches, se chiffrant en milliards d'euros, lesquels cadeaux privent les budgets publics de fonds indispensables, et de répondre de façon satisfaisante aux demandes sociales les plus urgentes.

Chaque thème abordé par M<sup>me</sup> Buzyn peut venir illustrer combien se creuse le fossé entre les discours tenus et les politiques réellement menées.

La feuille de route annonce « *La prévention tout au long de la vie est un des axes majeurs de la Stratégie nationale de santé, qui s'est notamment traduite par le Plan Priorité Prévention présenté le 26 mars 2018* ». Ce Plan mettait en avant l'objectif « *Obtenir un environnement favorable à la santé aux différents âges de la vie* ». Ceci est en contradiction flagrante avec des choix du même gouvernement ouvrant le territoire national à l'importation de produits et d'aliments dangereux pour la santé, au maintien d'aides agricoles prioritairement pour une agriculture intensive fonctionnant aux compléments chimiques, à la fermeture de maternités et de cliniques de proximité, à la suppression de postes dans l'Inspection du Travail et à la réduction de ses possibilités d'intervention, etc.

La feuille de route déclare « *Les personnes âgées à domicile et leurs aidants doivent avoir accès à une offre de prévention de la perte d'autonomie à proximité de leur lieu de vie* ». Très bien, mais ça sera encore moins la réalité avec des choix politiques qui privent les collectivités locales de moyens financiers et qui réduisent les aides apportées aux associations. La feuille de route prétend « *Apporter l'expertise gériatrique au plus près du patient* ». En vérité, ce ne sera pas possible compte tenu des fortes réductions des budgets des hôpitaux publics qui ne permettront pas de renforcer les équipes mobiles de gériatrie. Ici comme dans d'autres domaines, il est possible que les « politiques » se défaussent sur les professionnels en se donnant la possibilité ultérieure de mettre en cause ces professionnels en cas de défaillance dans les annonces ! Si, demain, il y a un accident dans un hôpital, le responsable ne sera pas celui qui a cassé l'hôpital public, mais l'agent qui était en poste ce jour là !

Dans le chapitre consacré au maintien à domicile, la feuille de route affiche vouloir « *développer de nouvelles formes d'habitat, l'habitat inclusif, l'habitat intergénérationnel* ». Il est positif de reconnaître la diversité des demandes des personnes et des familles, mais il est mensonger de laisser croire que les moyens affectés à ces orientations permettront de leur donner un début de réalité. Il est d'ailleurs notoire que lorsqu'il s'agit de cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus riches, les comptes se font toujours en milliards d'euros, alors qu'il ne s'agit que de millions d'euros quand il s'agit d'investissements sociaux utiles pour le plus grand nombre ! La feuille de route de la ministre est ainsi une longue énumération de ce que le gouvernement voudrait faire, et qu'il ne fera même pas car les vraies priorités gouvernementales sont ailleurs : il s'agit de laisser faire les acteurs économiques, il s'agit de laisser faire les marchés et la concurrence libre et non faussée, il s'agit de libérer les capitaux de toute entrave et de toute taxation.

En outre, les fonds dégagés par Mme Buzyn pour sa feuille de route ne suffiront pas à compenser les pertes sur les pensions que va occasionner dans les prochaines années le projet de loi sur la retraite à point, s'il est adopté : il y aura de plus en plus de « reste à charge », et celui-ci, non compensé par une dotation d'état suffisante, se traduira par davantage de ponction sur les revenus des enfants, petits enfants, des captations d'héritage ...

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) rappelle sa demande de création d'un large service public de l'aide à l'autonomie, à domicile comme en établissements, liée à une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des dépenses supplémentaires liées à la perte d'autonomie, afin que les personnes et les familles directement concernées par ces difficultés de leur vie n'aient pas, en plus, des problèmes financiers insurmontables. Notre pays a les moyens de financer de tels choix politiques, mais il faudrait avoir des priorités différentes de celles retenues par le présent gouvernement.

Le 14 juin, à l'appel des 9 organisations de retraité-e-s, les personnes retraitées seront encore nombreuses à exiger une vraie politique publique d'aide à l'autonomie, en plus de la suppression de l'augmentation de la CSG et d'une augmentation de toutes les retraites et pensions.